Extrait du Rencontres Sociales

http://rencontres-sociales.org/spip/spip.php?article3381

"Quand l'agriculture paysanne arrive au coeur des quartiers populaires"

- Actualités -

Date de mise en ligne : lundi 23 janvier 2012

Description :

Un article de Sophie Chapelle pour Bastamag.

Rencontres Sociales

Un article de Sophie Chapelle pour Bastamag.

Terminés les paniers bios réservés aux « bobos ». Dans la ville ouvrière de Saint-Étienne, associations de quartier et paysans travaillent ensemble pour livrer des légumes de saison et des produits sains au plus près des quartiers, tout en créant des emplois. Rencontre avec les membres du projet « de la ferme au quartier », une plateforme d'approvisionnement alimentaire solidaire en circuit court, et une alternative au « low-cost » de la grande distribution.

« Comment permettre au plus grand nombre, y compris aux personnes aux revenus très faibles et précaires, d'accéder à une alimentation saine ? » Georges Günther, et les autres initiateurs du projet De la ferme au quartier, à Saint-Étienne, ont répondu concrètement à cette question. Dans cette ville ouvrière qui a perdu pratiquement 10 % de sa population en 20 ans, les paniers paysans dans le cadre de l'économie sociale et solidaire se développent depuis 2005. Saint-Étienne compte 11 associations pour le maintien de l'agriculture paysanne (Amap), dans lesquelles les consommateurs s'engagent à acheter la production des paysans à un prix équitable et en payant par avance. « Le projet De la ferme au quartier est complémentaire des Amap, explique Georges. Il se veut créateur d'emplois et touche un plus large public, y compris les couches populaires. »

Miser sur la solidarité entre consommateurs

« La plateforme », le local où les salariés préparent et assurent les livraisons des paniers, est située dans le Marais, un ancien quartier de l'industrie lourde stéphanoise, aujourd'hui plus connu pour son Technopole ou pour le stade Geoffroy-Guichard. La volonté de créer des emplois est l'une des différences avec les Amap, qui reposent totalement sur l'engagement bénévole de familles directement en lien avec les paysans partenaires. Pour sa mise en place, le projet a notamment bénéficié d'un soutien de la Région Rhône-Alpes, de la chambre régionale de l'économie sociale et solidaire Rhône-Alpes avec le fonds social européen, l'État et la ville de Saint-Étienne qui loue un local.

Lancer une activité viable économiquement et créatrice d'emplois pérennes a évidemment un coût. C'est pourquoi producteurs et consommateurs participent à parts égales aux frais de fonctionnement de la structure. « Nous misons sur la solidarité entre les consommateurs. L'idée est qu'ils participent aux frais de fonctionnement en fonction de leurs revenus », précise Georges. Le montant de cette participation aux frais varie de 0 à 20 %. Les chèques d'aide alimentaire sont également acceptés. « Notre objectif, c'est de pouvoir proposer à tous les publics de l'agglomération de Saint-Étienne des produits agricoles locaux de qualité, à des prix abordables. » Et cela marche ! Alors que l'heure de la distribution approche, une jeune femme franchit le seuil de la plateforme. Elle précise venir « des caravanes », installées près du local, et vient se renseigner sur les paniers. Elle souhaiterait s'engager pour un mois avant de poursuivre la route. Le projet touche décidément un autre public.

Education populaire et alimentaire dans les quartiers

Il est plus de 17 h, et Sylvain, un autre jeune membre de l'équipe, s'active près de la chambre froide dans la préparation des paniers. Mâche, choux de Bruxelles, épinards, poireaux, courges, tout est local, de saison et sans OGM. Alors que Georges commence à regarder nerveusement sa montre, Nasser arrive avec la camionnette. Direction le quartier du Soleil, à l'Association familiale protestante (AFP), dont les bénévoles aideront à la distribution. Parmi eux, il y a Aziz. Pour lui, « le projet fonctionne de mieux en mieux avec des produits de plus en plus variés. Les gens ont compris qu'ils faisaient bosser des agriculteurs du coin ». Enthousiaste, Aziz file dans le local pour la mise en place de la distribution. Nasser poursuit la route jusqu'au centre social l'Arlequin, où une deuxième distribution est assurée ce soir-là.

Copyright © Rencontres Sociales

L'une des spécificités du projet est l'engagement de plusieurs associations de quartier qui mettent à disposition leur local, mènent un travail de sensibilisation, et participent au conseil d'administration. Aux côtés de l'Association départementale pour le développement de l'emploi agricole et rural (Addear), on retrouve des centres sociaux, des amicales laïques, mais aussi le centre Al Qalam-Firdaws, qui développe et diffuse des travaux traitant de la culture musulmane. « On bosse à leurs côtés pour informer sur ce qu'est l'agriculture paysanne, ce qu'implique un travail rémunérateur, explique Georges. L'amicale laïque prend, par exemple, des produits pour son centre de loisirs, où les mômes bouffaient jusque-là n'importe quoi pour le goûter. Ces associations organisent également des conférences débats ou viennent à la plateforme pour faire des ateliers cuisine. » Michel Avril, le directeur de l'AFP, témoigne de ce soutien. « On mène un travail de réinformation en diffusant, entre autres, une plaquette dans les collèges et les écoles primaires. On vise un public du quartier et on s'appuie sur le bouche à oreille pour que l'information circule. »

De la viande hallal dans les paniers

Se démarquer de l'image « bobo » qui colle aux Amap et aux paniers paysans n'est pas simple. « On a globalement un bon retour », estime Michel Avril. La mise en place du quotient familial soulage les familles les plus modestes. « On insiste sur le fait que c'est un service auquel même les populations en difficulté sociale ont droit. On leur dit de ne pas s'interdire ce genre de démarche, que c'est aussi pour elles. » Tout l'enjeu pour l'AFP est de redonner du sens afin que les gens adhèrent au projet. « Cela passe par une éducation aux saisons : les gens ont perdu ces repères, et on tente de leur faire retrouver ce rythme-là, souligne le directeur de l'association. Et c'est aussi une sensibilisation au développement local, on montre que c'est générateur d'emplois, de débouchés. On les sensibilise aussi aux difficultés que rencontrent les paysans, notamment les aléas climatiques. »

Lassaad fait partie des gens du quartier qui ont décidé d'adhérer. Entouré de ses cinq enfants, il dispose de 45 euros par semaine pour la nourriture, qu'il reverse dans les paniers familiaux proposés. « C'est moins cher, c'est meilleur pour les enfants et on aide les agriculteurs, tout le monde est gagnant, explique t-il. Quand on n'achète pas, l'autre ne travaille pas. » Ces paniers offrent la possibilité de budgétiser les courses, ce qui n'est pas négligeable pour les familles aux revenus modestes. Ils permettent aussi une certaine souplesse avec la vente en gros de produits de base une fois par mois dans chaque lieu. La possibilité de viande hallal en circuit court fait aussi son chemin.

Des paysans à la rencontre des cités

Vivre au rythme des paysans n'est pas toujours simple, mais les mentalités évoluent. « La preuve, remarque Mickaël, les gens viennent désormais avec leur propre cabas, on a passé la première étape avec le problème des emballages. » À chaque distribution, un paysan est présent, et ce soir-là, c'est Mickaël Martel qui répond aux questions des adhérents. Il a participé aux réunions de création du projet. Pour ce producteur de fromages, pas de doute, le public touché n'est pas le même. « On atteint ici une population qui ne viendra pas forcément au magasin de producteurs dans lequel je suis aussi impliqué. S'engager sur six mois à prendre des paniers paysans, ce n'est pas forcément évident mais là, le coût est variable selon le revenu du client. On croit en ce projet, et c'est pour ça qu'on est là. » De la ferme au quartier compte 24 paysans, dont la moitié environ sont labellisés en agriculture biologique (AB), les autres étant en conversion en bio ou en agriculture paysanne. Des visites de ferme se déroulent régulièrement afin de renforcer le lien entre toutes les parties prenantes du projet.

« Avec De la ferme au quartier, on aide des paysans à le rester avec des prix rémunérateurs fixés de façon concertée », assure Georges. Sur le contrôle des pratiques, l'association se place dans une démarche de respect de la charte de l'agriculture paysanne. « On discute avec les producteurs, on les met en lien avec d'autres producteurs et consommateurs pour faire évoluer leurs pratiques », explique Georges. Récemment, un des producteurs a eu des soucis avec ses poules pondeuses et a dirigé l'association vers un autre producteur. « Ce dernier a reconnu qu'il utilisait des aliments avec des OGM, mais il a accepté d'y renoncer pour travailler avec nous. Dans la mesure où il se met aux compléments alimentaires sans OGM pour ses poules, on a décidé de travailler avec lui tout en lui

Copyright © Rencontres Sociales

demandant d'améliorer ses parcours alimentaires. » Pour Gérard, refuser de travailler avec ce type de producteur reviendrait à vouloir s'enfermer dans une niche. « Face à un système productiviste délocalisable, nous voulons tirer les pratiques vers les haut. »

En route vers la coopérative

Imaginé fin 2009 au sein du portail pour l'accès aux droits sociaux [les initiateurs se sont aussi inspirés de Solid'Arles, une entreprise sociale et solidaire, et d'Alter-Conso dans l'agglomération lyonnaise], De la ferme au quartier réunit pour l'instant 24 paysans et 150 familles de consommateurs. D'ici à 2013, l'objectif est d'atteindre la taille d'une dizaine d'Amap, soit environ 600 familles pour une trentaine de paysans. « L'enjeu, c'est d'augmenter en nombre d'adhérents si l'on veut embaucher, explique Georges. Et pour que les paysans trouvent leur compte financièrement, il faut aussi élargir le nombre de lieux de distribution. » Si certains lieux fonctionnent bien avec une quarantaine d'adhérents, d'autres connaissent des difficultés. Consommateurs, producteurs, militants associatifs s'emploient ces dernières semaines à informer dans les écoles et les entreprises. Les horaires de distribution pourraient aussi s'élargir avec des livraisons débutant à partir de 17 h. "De la ferme au quartier" pourrait devenir une coopérative vers la mi-2013 si, comme l'espèrent ses initiateurs, le projet a atteint son équilibre économique.

Copyright © Rencontres Sociales